

« La population essaie de protéger les sites »

ENTRETIEN

Mechtild Rossler est la directrice adjointe de la division « patrimoine » à l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture).

L'Unesco condamne la destruction du site archéologique de Nimroud. Vous parlez de « crime de guerre »...

Oui, nous sommes vraiment choqués, parce que ce site a une valeur universelle. Il n'est pas seulement important pour les Irakiens, il l'est pour le monde entier ! C'est une destruction systématique du patrimoine de l'humanité, du patrimoine partagé entre toutes les nations. L'Unesco est directement concernée par cette destruction, et ce d'autant plus que d'autres sites sont aussi menacés.

Combien de sites archéologiques y a-t-il dans la région ?

Il y en a énormément, impossible de donner le nombre exact. Mais en Irak, il y a quatre sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco : Hatra, Assour, Samarra et la citadelle d'Erbil.

Ces sites, ou d'autres, sont-ils protégés contre des attaques potentielles de Daesh ?

Nous faisons actuellement appel aux communautés qui vivent autour des sites archéologiques pour qu'elles les protègent. A cer-

tains endroits, nous savons que la population essaie de le faire, et surtout d'empêcher des trafiquants d'extraire des éléments pour les revendre à l'extérieur du pays. Mais ce n'est pas facile : certains sites sont très vastes, mais surtout, avec la présence de l'« Etat islamique » dans la région, la situation est beaucoup plus compliquée pour la population.

Et que peut faire l'Unesco ?

Le problème est que nous ne pouvons pratiquement pas rentrer dans les zones de conflit. On suit les consignes de sécurité des Nations unies et elles ne nous le permettent pas. Du coup, on travaille avec des satellites, avec nos experts en France ou en Allemagne, qui connaissent bien ces sites. Nous avons un bureau à Bagdad aussi, avec qui on est constamment en contact. On essaie de travailler avec les autorités sur place aussi... Mais ce que l'on peut faire de plus concret, c'est collaborer avec Interpol pour contrer le trafic de biens volés sur ces sites. En récupérant les objets volés avant qu'ils ne soient revendus. Notre objectif est de les remettre en place quand la situation sera plus calme.

En matière de prévention, qu'est-il possible de faire ?

On fait beaucoup pour gérer les risques potentiels. Les gestion-

naires des sites ont un manuel qui reprend les risques pour les différents sites du patrimoine mondial de l'Unesco. Dans certains musées, on a érigé un deuxième mur, à l'intérieur du premier, pour protéger les objets. Mais pour d'autres sites, c'est impossible. Lorsqu'ils sont extrêmement vastes, on ne peut pas les fermer aussi simplement que ce-

la. Durant la première guerre du Golfe, on avait travaillé sur les risques potentiels pour certains sites classés. A l'époque, on avait discuté avec les militaires pour protéger certains lieux. Mais c'est une chose que l'on peut faire dans un conflit « normal », alors qu'ici avec Daesh... ■

Propos recueillis par

C.J